YÉMEN

Saleh demande l'arrêt des manifestations

La police a tué un manifestant et en a blessé des dizaines hier au Yémen, où le président Ali Abdallah Saleh a appelé l'opposition à arrêter les manifestations qui exigent son départ pour négocier.

Le président Saleh, un allié des Etats-Unis dans la guerre contre le terrorisme, a répété qu'il était prêt à céder le pouvoir, qu'il détient depuis 32 ans, mais dans le cadre d'un processus constitutionnel ordonné. Dans le même temps, la police a dispersé violemment des protestataires dans la ville de Taëz, au sud de Sanaâ, et un jeune homme touché d'une balle dans la poitrine est mort des suites de ses blessures, selon des témoins.

Selon leur récit, le jeune homme a été atteint alors qu'il déchirait un portrait du chef de l'Etat. Des centaines de manifestants ont été blessés ou indisposés lorsque les forces de l'ordre sont intervenues en tirant des gaz lacrymogènes puis des balles réelles contre un cortège qui marchait sur le siège du gouvernorat de la ville. Des milliers de manifestants campent depuis la mi-février dans le centre de Taëz, réclamant comme à Sanaâ et à Aden (sud) la chute du régime du président Saleh, âgé de 69 ans. Le mouvement de contestation, lancé fin janvier, s'était accentué après la mort à Sanaâ le 18 mars de 52 manifestants par des tirs attribués à ses partisans.

Abandonné par une partie de l'armée et des chefs tribaux et religieux, le président Saleh a mis en garde contre le risque de chaos au Yémen s'il était contraint à céder le pouvoir, et a su mobiliser en masse ses partisans le 25 mars et le 1er avril.

Hier, il a exhorté l'opposition rassemblée au sein du Forum commun «à mettre un terme à la crise en levant les sit-in, en arrêtant de couper les routes (...) et en mettant fin à la rébellion dans certaines unités militaires».

«Nous sommes prêts à discuter d'un transfert pacifique du pouvoir dans un cadre constitutionnel», a répété le président, qui a déjà proposé de rendre le pouvoir à la fin 2011 après des élections générales. Mais il n'a pas répondu à une offre de règlement faite la veille par l'opposition. Selon ce plan, M. Saleh devrait démissionner au profit du vice-président Abed Rabbo Mansour Hadi, qui appartient au parti du président, le Congrès populaire général (CPG). M Hadi deviendrait alors «président intérimaire».

L'offre de l'opposition prévoit la réorganisation immédiate de l'appareil sécuritaire, épine dorsale du régime. Il comprend la Sécurité nationale, la sécurité d'Etat et la Garde présidentielle, contrôlées par des proches de M. Saleh, qui passeraient sous l'autorité des ministères de l'Intérieur et de la Défense. L'opposition demande en outre la constitution d'un conseil militaire provisoire «d'officiers connus pour leur compétence et leur intégrité, et qui sont respectés dans l'armée». Elle réclame la formation d'un gouvernement provisoire d'union mené par l'opposition et comprenant «tous les partis politiques, des jeunes et des hommes d'affaires». Elle souhaite également la mise sur pied d'une commission électorale chargée d'organiser un référendum sur des réformes constitutionnelles, ainsi que des élections législatives et présidentielle. Plus de deux mois de manifestations dans ce pays pauvre de la péninsule arabique ont fait au moins 95 morts, selon Amnesty International. Ces troubles inquiètent les Etats-Unis, qui craignent la résurgence des émules d'Oussama ben Laden au Yémen, ainsi que l'Arabie saoudite, le géant pétrolier que les extrémistes d'Al-Qaïda ont notamment pris pour cible.

LIBYE

Tutu propose que Kadhafi évite un procès pour le convaincre de partir

Le prix Nobel de la paix sud-africain Desmond Tutu a suggéré hier comme porte de sortie à la crise libyenne de donner la garantie au dirigeant Mouammar Kadhafi qu'il échappera à la justice, précisant qu'il s'agissait de «la moins pire des solutions» pour sauver des vies.

«Il faut (...) trouver la solution la moins pire», a déclaré l'ex-archevêque anglican, favorable au départ du pouvoir du colonel Kadhafi. «C'est évident que dans le meilleur des mondes, ce serait une bonne chose de dire : "vous le capturez et vous le présentez devant la justice pour un procès". Mais nous savons que cela ne se passe pas ainsi dans le monde dans lequel nous vivons», a-t-il ajouté dans une interview à la télévision britannique BBC. «La moins pire des solutions» pourrait être de laisser le colonel Kadhafi «avoir un atterrissage en douceur et de sauver autant de vies que possible», a-t-il proposé.

La Libye est en proie à un soulèvement populaire sans précédent depuis février. Des combats opposent pro et anti-Kadhafi, alors que plusieurs pays, sous commandement de l'Otan, participent à des frappes aériennes destinées à protéger les civils, conformément à une résolution de l'ONU adoptée le 17 mars. Plusieurs capitales occidentales ont exhorté M. Kadhafi à quitter le pouvoir pour arrêter le bain de sang dans son pays. En vain jusqu'à présent. Ces appels sont régulièrement renouvelés, alors le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Luis Moreno-Ocampo, a annoncé le 3 mars l'ouverture d'une enquête pour crimes contre l'humanité en Libye visant notamment le colonel Kadhafi.

Mgr Tutu, considéré comme la «conscience morale de l'Afrique du Sud», s'est retiré l'an dernier, à l'âge de 79 ans, de la vie publique après des années au service de la lutte anti-apartheid, puis de la réconciliation et de la démocratie.

CÔTE D'IVOIRE

Les Français contrôlent l'aéroport d'Abidjan

L'armée française a pris le contrôle de l'aéroport d'Abidjan en vue de faciliter le départ des étrangers alors que les combats se poursuivaient hier dans la ville autour des derniers bastions du président sortant Laurent Gbagbo.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a de son côté demandé à Alassane Ouattara, le président ivoirien reconnu par la communauté internationale, de prendre des mesures contre ceux qui ont pris part au massacre de 800 personnes dans l'ouest du pays.

En plus de la prise de contrôle de l'aéroport de la capitale économique, Paris a envoyé 300 soldats en renfort.

Cela devrait permettre à court terme la reprise des vols commerciaux et le départ éventuel d'étrangers. Actuellement, 1 650 étrangers, dont environ 800 Français, sont regroupés dans le camp de Licorne, pour se mettre à l'abri des violences et des pillages.

Dans ce climat déjà très tendu, la télévision d'Etat ivoirienne contrôlée par le camp Gbagbo a entamé hier la diffusion de violents messages contre la France.

«Le génocide rwandais se prépare en Côte d'Ivoire par les hommes du président français Nicolas Sarkozy. Ivoiriennes, Ivoiriens, sortons massivement et occupons les rues», lançait un bandeau défilant.

«L'armée française occupe l'aéroport Félix Houphouët-Boigny (d'Abidjan), nous sommes en danger», affirmait un autre bandeau.

L'assaut final des combattants pro-Ouattara contre le palais et la résidence présidentielle n'a toujours pas eu lieu. Des tirs sporadiques d'armes lourdes étaient entendus hier, notamment au Plateau, cœur du pouvoir, abritant le palais. On ne savait toujours pas avec certitude où se trouvait M. Gbagbo.

L'offensive éclair du président reconnu par la communauté internationale, Alassane Ouattara, lui avait pourtant permis depuis lundi de prendre sans grande résistance tout le pays avant de rentrer jeudi dans la capitale économique.

Isolé diplomatiquement, asphyxié économiquement, plus faible que jamais militairement, Laurent Gbagbo, au pouvoir depuis 2000, a plié, mais il n'a pas rompu.

Replié sur les symboles du pouvoir – palais, résidence, télévision d'Etat RTI –, il a très vite démontré qu'il n'entendait pas abdiquer ni prendre le chemin de l'exil.

Toute la journée de samedi, la chaîne avait diffusé des appels à la mobilisation, les militaires devant regagner des points de ralliement, les civils former un «bouclier humain» autour de la résidence du président sortant.

Si le rapport de force restait à l'avantage des troupes de M. Ouattara, leur marche sur Abidjan est toutefois ternie par de graves accusations de massacres de civils.

Selon l'ONU et plusieurs organisations internationales, la prise mardi par les combattants pro-Ouattara de Duékoué, important carrefour de l'Ouest ivoirien, s'est accompagnée de massacres à grande échelle, les bilans allant de 330 tués à un millier de «morts ou disparus».

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) évoque «au moins 800 morts» pour la seule journée du 29 mars, parlant de «violences intercommunautaires», et l'ONG catholique Caritas fait état d'«un millier de morts ou disparus» entre les 27 et 29 mars. Si le bilan provisoire de la Mission de l'Onu en Côte d'Ivoire (Onuci) est pour l'instant le plus bas (330 morts entre les 28 et 30 mars), c'est la seule organisation à désigner des coupables.

Selon l'Onuci, «la plupart» des 330 morts de Duékoué ont été tués par des combattants pro-Ouattara, les autres l'ayant été essentiellement par des miliciens et mercenaires libériens de M. Gbagbo.

Le camp Ouattara a vivement contesté ces «allégations», affirmant que tous les tués étaient des «miliciens», donc des combattants armés, et non des «civils».

Ces graves accusations sur de possibles «crimes de guerre» sont d'autant plus embarrassantes pour M. Ouattara qu'elles proviennent de l'Onuci, qui assure sa protection et a validé sa victoire à la présidentielle du 28 novembre.

L'image internationale de M. Ouattara pourrait s'en trouver gravement abîmée. Pour la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, «les forces du président Ouattara doivent se montrer à la hauteur des idéaux et de la vision exprimés par leur chef élu».

SYRIE

Reprise d'internet mai communications sur portable très difficiles

Le réseau internet a repris hier en milieu d'après-midi après une panne de plus de six heures mais les communications avec le téléphone portable étaient quasiment impossibles, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Une responsable du service clientèle de la compagnie syrienne de télécommunications, qui gère internet, avait affirmé auparavant que la panne d'internet «était due à une surcharge de connexions», sans autres détails.

Par ailleurs, si les lignes fixes fonctionnaient, les communications avec le portable étaient quasiment impossibles. Les deux opérateurs, Syriatel et MTN, ont offert une heure de communications locales valables du 2 au 6 avril à leurs clients «en reconnaissance au peuple qui s'est uni derrière le président Assad à l'occasion de la journée de la dignité». Mais, confrontées au succès de cette offre qui a congestionné le réseau, les deux compagnies ont décidé de l'étaler dans le temps en offrant dix minutes gratuites par mois jusqu'en septembre.

Cette offre faisait référence aux manifestations de soutien, mardi dernier, au régime, confronté depuis le 15 mars à une constestation sans précédent, pour une importante réforme démocratique.

Publicité

FORMATION EN MANAGEMENT DE PROJET

du 10 au 12 Avril
ESTIMATION
« Évaluer les coûts des projets »

du 12 au 14 Avril
COUTS
« Maîtriser les coûts des projets »

du 17 au 21 Avril
PRIMAVERA P6V7
« Piloter un projet avec Primavera P6 – Fondamentaux »

P'TEAM-A
www.opteam.fr
Société OPTEAM-Algérie
07, rue de Cirta, Hydra, Alger.
Tél. 021 48 16 24 - 021 60 90 66 - 021 60 90 78
Fax 021 48 16 50
Mobile 07 70 52 50 55 - 07 70 27 76 87
e-mail klamraoui@opteam.fr - rhariche@opteam.fr

OPTEAM-A, Organisme de Conseil et de Formation en Management de Projet
Pour plus d'information contactez-nous au 021 48 16 24 ou au 07 70 52 50 55